

on n'a qu'à se rappeler les articles de la presse sectaire à la nouvelle de cette position prise par Washington, et à noter un peu le ton de ses remarques, où l'on sent un immense dépit et beaucoup de rage concentrée. Tous les organes des partis hostiles au Vatican, comprenant bien la haute portée morale et politique d'une telle démarche, cherchèrent aussitôt à en amoindrir autant que possible la signification. « Les Etats-Unis, disaient-ils, ne veulent aller à Rome que pour traiter une simple question d'affaires. Une fois les terres des moines espagnols achetées et dûment payées, il ne leur restera plus rien à négocier avec le Vatican. On a donc bien tort de voir là une acceptation officielle de la souveraineté temporelle du Pape de la part des Etats-Unis. » — Ils voulaient trop prouver et, comme il arrive toujours en pareil cas, ne prouvaient rien du tout. Jamais en effet les catholiques, même les plus ardents, n'avaient cru voir dans cette démarche de Washington une reconnaissance diplomatique de la souveraineté temporelle du Saint-Siège ; mais ce que tous les catholiques comprenaient très bien, et les sectaires comme eux, c'est que par cet acte de respectueuse courtoisie le gouvernement des Etats-Unis traitait l'Eglise catholique comme une société parfaitement constituée, et reconnaissait solennellement le pouvoir et les droits irréfragables du Souverain Pontife en ce qui regarde le gouvernement de cette Eglise.

Dans des temps critiques comme ceux que nous traversons cet acte politique de Washington nous paraît grandement appréciable au point de vue catholique.

Le gouvernement américain projeta d'abord d'envoyer à Rome une commission spéciale composée de cinq membres, trois catholiques et deux protestants, pour conclure les négociations avec le Vatican. Un *bill* fut proposé au Congrès à cet effet, mais il ne put atteindre la troisième lecture. Pour une raison ou pour une autre, ce projet de commission fut donc abandonné, et le président Roosevelt résolut d'envoyer auprès du Saint-Père un délégué ayant pleins pouvoirs de régler avec celui-ci, au nom du gouvernement de Washington, les « multiples et graves intérêts religieux » des Philippines.

Le plénipotentiaire choisi par le gouvernement fut M. Taft, gouverneur des Philippines. On lui adjoignit un avisieur